



L'école pour tous. Ensemble?

"Natura non fecit saltus", observaient les Anciens, convaincus que la Nature se transformait graduellement et lentement. Les Modernes ne les contrediront pas.

Il est illusoire d'espérer que des changements heureux, profonds et durables se produisent dans les conduites humaines sans avoir été longuement et vigoureusement préparés par une évolution des mentalités. Ou, mieux encore mais plus difficile aussi, par un changement de cœur.

DISCRIMINATION POSITIVE

Ainsi, la fracture entre les riches et les pauvres demeure plus que jamais l'un des problèmes cruciaux que l'humanité doit résoudre si nous ne voulons pas que l'espérance d'une vie de qualité pour tous soit autre chose qu'un oxymore criminel. Tant que perdureront les inégalités en tout genre qui séparent les hommes, elles les empêcheront de vivre autrement qu'en état de tension et de guerre permanent, rendant impossible toute vie en société.

Ainsi, sans perdre de vue l'idéal d'une plus profonde mixité sociale au sein des établissements scolaires, ne faut-il pas, pour réduire effectivement les inégalités inhérentes à notre système éducatif, étendre sans restriction les politiques de discrimination positive à toutes les écoles qui répondent aux critères de leur reconnaissance? Et cela, que ce soit en matière de subventions d'équipement et de fonctionnement, de normes d'encadrement des élèves, de normes de viabilité des établissements, ou encore, de statut des enseignants.

Agir de la sorte, c'est notamment permettre que, quels que soient son environnement et la composition de son public, chaque école soit armée pour accueillir et conduire avec succès les élèves qui lui sont confiés et qu'elle soit

perçue dès lors par les parents du lieu comme une école "performante".

UTOPIE DANGEREUSE?

De nombreux parents refusent de confier la scolarisation de leurs enfants à des écoles traversées par une nouvelle paupérisation et par de nouvelles immigrations, porteuses à leurs yeux d'insécurité et d'incertitudes diverses. Plus d'un établissement tend à paraître meilleur qu'autrui par l'excellence intellectuelle et sociale du public inscrit, par le sérieux de l'entreprise pédagogique locale ou par le prestige des résultats obtenus par les anciens élèves dans les filières les plus nobles de l'enseignement supérieur. La Constitution garantit la liberté de choix du père de famille et la liberté d'organiser l'enseignement, et l'autorité politique n'envisage pas de les réduire... Face à ces réalités, proposer la mixité sociale comme principal outil de réduction des inégalités ne devient-il pas une utopie dangereuse, voire contre-productive?

En outre, à défaut de fortes régulations de nos pratiques et à défaut d'une gestion solidaire de toutes les ressources disponibles au sein de "bassins scolaires", ne risquons-nous de voir se figer définitivement la carte scolaire en Communauté française telle qu'une main invisible l'a dessinée jusqu'ici? Dans de telles conditions, la solidarité supplétive, quelles que soient les conséquences heureuses qu'elle a produites dans les différents endroits où elle est organisée, n'aura jamais qu'un pouvoir correcteur de second rang sur les inégalités.

PRÉSENT ET AVENIR

Au moment où l'école de service public souffre du refus de nombreux parents de scolariser ensemble les enfants venus de tous les horizons et où, par voie de conséquence, s'installent des écoles "tribales" qui accélèrent la ségrégation scolaire et sociale, invoquer les vertus de la mixité sociale dès l'école demeure insuffisant. Contraindre au changement se révélera vain. Pour soulager la souffrance d'aujourd'hui et nourrir l'espoir de demain, il faut donc travailler à la fois pour le présent et pour l'avenir: sacrifier l'un ou l'autre serait également dommageable, particulièrement pour ceux qui affrontent la vie les mains vides et, plus généralement, pour la survie même de notre civilisation. ■

WILLEM MILLER